

Le pouvoir aux travailleurs

03 FEV 2002

N°87

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL:</u>	
- MARCHÉ CONTRE LA VIE CHÈRE A ABIDJAN	2
- ENCORE UN CONFLIT FONCIER: LE CAS D'IROBO	3
- COTE D'IVOIRE : LA "BANDE DES QUATRE" !	4
- MÉCONTENTEMENT CHEZ LES POLICIERS	5
- LA POLICE, UNE FORCE DE RÉPRESSION AU SERVICE DES POSSÉDANTS	6
- LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS : RIEN QUE DE LA DÉMAGOGIE !	7
- COUP DE COLÈRE A "FRATERNITÉ MATIN"	7 - 8
- 100 MILLIONS DÉPENSÉS EN UNE SEMAINE?	8
- L'OUVERTURE D'UNE ECOLE DE BÂTIMENT A DAOUKRO : UNE BONNE AFFAIRE POUR LES PATRONS DU SECTEUR ..	9
- LE MANQUE DE LOGEMENTS A ABIDJAN	9 - 10
- NON AU DÉGUERPISSMENT DES TROTTOIRS !	10
- MONTEE DES FANATISMES AU NIGERIA	11

MARCHE CONTRE LA VIE CHÈRE A ABIDJAN

La vie devient de jour en jour impossible pour les petits ménages. L'une après l'autre, toutes les marchandises de grandes consommations augmentent de prix. Cela fait plusieurs mois que cette valse des prix a commencé. La dernière en date, c'est le prix du litre d'huile qui passe au-dessus de la barre de 750 Fr.

Face à cette situation, des femmes ont marché depuis la commune de Yopougon, jusqu'à la présidence, en criant leur colère. Elles n'ont pas été reçues par le "*candidat des pauvres*", de peur, peut-être, qu'elles viennent polluer les beaux locaux de la présidence bien plus habitués à recevoir du beau monde.

Ce mécontentement des femmes s'ajoute aux grognes qu'on entend par-ci, par-là, venant aussi bien des greffiers, des employés de la RTI, de ceux du groupe "*Fraternité-Main*", des enseignants du privé ou encore, si l'on remonte un peu plus loin, même des dockers. Tous ont pour point commun des problèmes de salaires.

Les plus bruyants d'entre-eux - et qui se sont fait bien entendre - ce sont les sous-officiers de la police. Ceux-là, bien que leur rémunération ait été revue à la hausse, ont exprimé haut et fort leur désaccord. Leur salaire était de 148.000 Fr. Le pouvoir leur propose 178.000 Fr. Les policiers revendiquent 263.000 Fr.

Si les femmes ont été renvoyées à leurs casseroles avec dédain, les représentants des policiers, eux, ont été aussitôt reçus par le Premier ministre en personne, pour "*ouvrir les négociations*".

Les femmes ont raison de crier leur colère. Il n'est pas normal que les riches et le gouvernement laissent flamber les prix surtout lorsqu'il s'agit de ceux du minimum indispensable, dans le même temps que les salaires ne décollent pas du plancher.

Mais il faudra plus que les cris de quelques centaines de femmes pour faire reculer les exploiters. C'est le rapport des forces que le camp des travailleurs aura à inverser pour se faire entendre.

Si les policiers en colère ont usé des moyens à leur disposition - leurs armes - pour se faire entendre, les travailleurs, pour leur part, du fait que ce sont eux qui font tourner l'économie disposent de tout leur poids pour se faire respecter et défendre leurs intérêts.

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement telle ou telle catégorie de travailleurs qui voit son pouvoir d'achat diminuer. Ce sont tous ceux qui vivent d'un salaire qui n'en peuvent plus. C'est le cas, aussi bien, des petits employés de l'Etat, que des enseignants, des ouvriers d'usines, des dockers, des travailleurs du bâtiment, des éboueurs, des balayeuses des rues, etc. Mais, à côté, il y a aussi toute cette population pauvre qui vit d'expédients et de petits métiers, qui vivent la même souffrance. C'est donc toute la population pauvre qui n'en peut plus! Ensemble, le camp des travailleurs a les moyens de se faire entendre même par le plus sourd des bourgeois s'il sait agir collectivement, en trouvant le chemin de l'union!

Alors souhaitons que la colère qu'on perçoit par-ci, par-là, depuis quelques temps est le signe avant coureur d'une mobilisation plus générale des travailleurs, pour dire halte aux bas salaires et à la misère.

ENCORE UN CONFLIT FONCIER : LE CAS D'IROBO
--

Depuis un certain temps, il y a un peu partout dans différentes régions de la Côte d'Ivoire, des conflits fonciers violents au sein de la paysannerie. C'est le cas en ce début du mois de février dans la région de Grand-Lahou, précisément à Irobo.

A l'origine, c'est l'histoire d'un paysan du nom de M'baye qui possédait une parcelle de terre à Irobo, achetée à un "autochtone" quelques années plus tôt. A la mort de M'Baye, son fils aîné hérita de ses terres et y fit pousser de l'hévéa.

Huit années plus tard le fils de l'ancien propriétaire dit "autochtone" (lui aussi décédé) revendique son droit sur cette terre. Ainsi, accompagné de quelques personnes de son village, il fait venir des engins pour détruire la plantation. Voilà comment ce conflit est parti et s'est dégénéré. Pour l'heure, on dénombre déjà trois morts et plusieurs blessés.

Ce cas n'est hélas qu'un parmi tant d'autres. Rien que ces deux ou trois dernières années les victimes peuvent se compter par centaines, sinon plus.

Pendant les 30 ans qui ont suivi l'indépendance, ce pays n'a presque pas connu de conflit lié à la terre. Il était de notoriété publique que la terre appartenait à celui qui la travaillait. Mais avec la crise économique qui aggrave depuis plusieurs années les conditions d'existence de l'ensemble de la population laborieuse, la situation dans les campagnes est devenue aussi désastreuse que dans les grandes villes. A cette crise économique s'est ajoutée la campagne démagogique teintée

d'ethnisme, de régionalisme et de xénophobe, encourageant les paysans dit "autochtones" à récupérer les terres aux "allogènes". Cela se traduit par des violence et l'expulsion des paysans originaires de l'ex Haute Volta, entre autres, alors que la plupart d'entre eux sont nés en Côte d'Ivoire et travaillent sur ces terres depuis plusieurs générations. Cela se traduit aussi par des exactions à l'encontre des petits paysans Baoulé possédant un lopin de terre en dehors de leurs régions d'origines.

Cette situation est très grave. Nous qui travaillons dans la capitale et qui habitons les quartiers populaires, nous sommes bien placés pour savoir comment ces poisons de la xénophobie et de l'ethnisme peuvent faire des dégâts irréparables lorsqu'elles contaminent la conscience des exploités. Nous devons nous inspirer de ce que nous avons subi hier pour ne pas nous faire prendre par le même piège de la division entre ethnies ou entre "étrangers" et "nationaux". Nous avons à défendre l'idée que face à leurs exploités, les exploités des villes comme leurs frères des campagnes ont les mêmes intérêts.

Nous avons donc mille fois intérêt de nous méfier des discours démagogiques des politiciens qui ont pignon sur rue. Aujourd'hui, les quatre principaux dirigeants ivoiriens se font des accolades et prétendent qu'ils veulent contribuer à l'apaisement de la haine qu'ils avaient cultivées hier. Leurs paroles ne valent rien. Demain ils peuvent remettre de l'huile sur le feu pour assouvir leurs ambitions personnelles.

COTE D'IVOIRE : LA "BANDE DES QUATRE" !

Le 18 décembre dernier, lors de la cérémonie de clôture du "*Forum pour la réconciliation nationale*", il manquait une tête dans la photo de famille, celle de l'ancien président Bédié. Celui-ci refusait de subir la suprême humiliation de devoir faire une accolade, de surcroît en public, à son "*tombeur*" du "*putsch de Noël*". Entre temps, des négociations en coulisse ont continué. Elles ont abouti à la rencontre de Yamoussoukro du 22 et 23 janvier dernier où tous les quatre frères ennemis se sont donné l'accolade, dans une atmosphère "*très bon enfant*" dit-on.

Officiellement, la raison de la rencontre était de "*passer en revue les quatorze résolutions du Forum*". Ils ont paraît-il scellé un "*pacte républicain*". Gbagbo aurait promis à Ouattara de faire entrer au sein du gouvernement quelques pointures du RDR "*dans les semaines qui viennent*". Ainsi, son gouvernement qui s'intitulait déjà "*d'Union nationale*" (avec la présence de ministres FPI, PDCI, UDPCI, PIT) s'élargirait jusqu'au RDR. Ce dernier ne voudrait pas se contenter de strapontins et fait valoir ses ambitions correspondant à son score lors des élections municipales de 2001. Dans les milieux proches de la présidence on aurait fait savoir qu'il y aurait trois postes pour le RDR mais qu'il est "*exclu que ce soit des ministères de souveraineté*". Visiblement la négociation n'est pas encore terminée !

Ainsi donc, si du côté des états majors des grandes formations politiques cette réconciliation pourra se traduire par des distributions de paquets cadeaux en échange d'une sorte de pacte de non agression il n'en ira

certainement pas de même entre le gouvernement et les classes laborieuses. Celles-ci continueront de subir la même politique d'austérité, les bas salaires, la dégradation de leurs conditions d'existence. Les écoles publiques, les hôpitaux, les transports en commun comme tous les autres services publics utiles à la population continueront de se dégrader parce qu'ils ne font pas partie des priorités des dirigeants de l'Etat. Les policiers, les gendarmes et les douaniers continueront à racketter les voyageurs et les passants car ils auront toujours le sentiment de l'impunité.

Il est question que les bailleurs de fonds vont "*récompenser*" le geste politique de Gbagbo allant dans le sens de plus de "*stabilité*" en Côte d'Ivoire par l'ouverture de quelques "*facilités bancaires*". Quelques milliards de francs CFA vont tomber dans les escarcelles des ministères dont une grande partie ira comme d'habitude dans les poches des dirigeants. Les classes laborieuses ne pourront même pas espérer quelques miettes de ces soi-disant retombées financières qu'elles seront pourtant les premières à rembourser indirectement.

Quant aux tensions ethniques que ces mêmes dirigeants avaient créées et exacerbées pour assouvir leurs ambitions politiques, et qui avaient empoisonné la vie dans les quartiers populaires, les accolades et les "*salamalecs*" qu'ils se sont fait à Yamoussoukro n'y mettront pas fin. Car ces mêmes politiciens sont prêts à réutiliser demain en cas de besoin les mêmes arguments xénophobes, ethnistes ou régionalistes pour arriver à leurs fins personnelles.

MÉCONTENTEMENT CHEZ LES SOUS-OFFICIERS DE POLICE

Pendant toute la journée du mardi 29 janvier et ce jusqu'au mercredi matin, il y a eu du remue ménage chez les policiers. L'application des accords survenus entre eux et le gouvernement après leur premier bras de fer d'octobre 2001, n'a pas croisé le contentement des sous-officiers. Et ceux -ci l'ont vivement fait savoir à leurs supérieurs et à leur ministère de tutelle.

D'après les accords qu'ils auraient conclus en octobre 2001, les agents de police devaient bénéficier du "statut militaire", avec effet actif à compter de janvier 2002. Non seulement les salaires de fin janvier n'ont pas été versés dans les délais mais, en plus, les sous-officiers estimaient que le compte n'y était pas.

Le ministre de l'intérieur, Boga Doudou, qui avait entamé de nouvelles discussions avec la police dans la journée du mardi 29 à l'école de police, a dû fuir les lieux après avoir reçu un jet de gaz lacrymogène lancé par les policiers mécontents.

Au cour de la même journée, dans plusieurs commissariats d'Abidjan, plusieurs sous officiers auraient abandonné leur poste. Ces derniers se sont donnés à des démonstrations en tirant des coups de feu en l'air un peu partout dans la ville.

Les échauffourées ont été plus chaudes au camp de la BAE à

Yopougon où un commissaire a été battu à sang et un sous-officier a été blessé par balle. Les sous-officiers ont bénéficié du soutien de leurs épouses qui ont aussi crié leur colère en soutien à leurs époux.

Même si le ministre de tutelle persiste après coup à dire que ce n'était que le fait d'une minorité, le mouvement semblait quand même avoir l'assentiment de la majorité des sous-officiers.

Dans leurs revendications, les policiers réclament le maintien de l'écart entre les nouveaux salaires des officiers et les leurs à 38.000 Fr comme antérieurement. Ce qui ramènerait le salaire du sous-officier de premier échelon à 263 000 Fr au lieu de 178 000 Fr que leur propose le gouvernement. Rappelons en passant que le salaire antérieur des sous-officiers de premier échelon était de 148.000 Fr.

Les policiers revendiquent par ailleurs une prime de risque fixe d'un montant de 80.000 Fr qu'ils estiment ne pas avoir vu sur leur bulletin de salaire et, bien sûr, le paiement des salaires encore impayés.

Ce que l'on pourrait souhaiter pour la classe ouvrière, pour les petits employés de l'Etat, pour les travailleurs en général, c'est qu'ils s'engouffrent eux aussi dans cette voie ouverte par les policiers.

LA POLICE, UNE FORCE DE RÉPRESSION AU SERVICE DES POSSÉDANTS

La LIDHO (Ligue ivoirienne des droits de l'homme) a dénoncé plusieurs cas d'assassinats perpétrés par la police ces derniers temps. On apprend qu'il suffit d'avoir à dos l'un de ses membres pour qu'il se transforme en tueur, sans crainte d'aucune poursuite. Les victimes sont souvent des pauvres. L'assassinat est d'autant plus facile que la victime est un travailleur originaire d'un pays voisin. Il y a aussi le cas de gens qui paient l'un des membres de cette police pour qu'il se transforme tout simplement en tueur à gage. Après l'étiquette d'une police racketteuse, voilà celle de la police assassine!

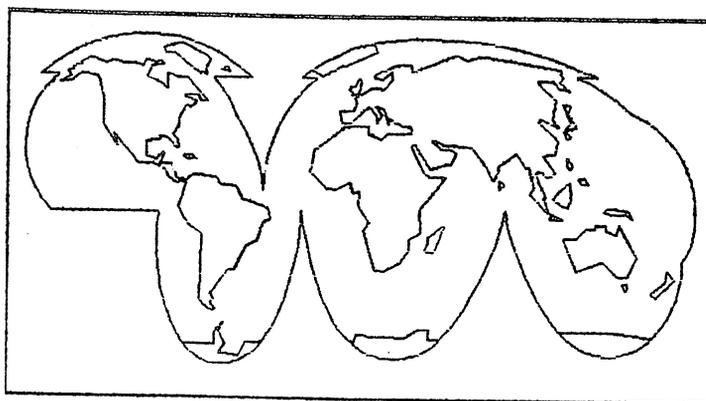
C'est le lieu de rappeler que le rôle de la police, comme de tout le corps habillé en général, c'est le maintien de

l'ordre établi, c'est-à-dire, le maintien de l'ordre bourgeois.

Ce n'est donc pas étonnant que le gouvernement ait consacré un "conseil des ministres" spécial sur la "sécurité". De cette réunion, il ressort que le gouvernement a débloqué la somme de un milliard de francs en équipement pour la police.

Quand le gouvernement dit aux petits fonctionnaires et aux travailleurs de façon générale, mécontents de leur salaire, qu'il n'y a pas d'argent dans la caisse de l'Etat, il oublie d'ajouter qu'il y en a bien sûr pour acheter des matraques pour la police, pour les frapper, s'ils ne sont pas contents de leur sort.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS: RIEN QUE DE LA DÉMAGOGIE!

Actuellement, en Europe, toute une campagne dénonce le travail des enfants. Il est inacceptable qu'à notre époque des gamins en bas âge soient obligés d'accomplir des labeurs pénibles dans les champs, ou des corvées ménagères ingrates en contre partie d'une ration alimentaire de survie. Les gens qui sont à l'origine de cette campagne ont bien raison de le dénoncer, même si une partie de la presse bourgeoise ne le fait que par simple démagogie ou pour se donner bonne conscience. Il faut aussi relever que c'est souvent le revenu de misère des parents qui provoque cela. Oui c'est le système capitaliste lui-même qui en est la première cause. Des fortunes se battissent à partir de cette exploitation et vont justement dans les grandes banques des pays riches. Jusqu'au 19ème siècle c'était la main d'oeuvre gratuite des esclaves issus de notre continent qui avait permis à de grandes fortunes de se constituer.

De peur d'être accusés, de cautionner le travail des enfants, nos "socialistes" au pouvoir s'empressent, de mener à leur tour une campagne tout aussi hypocrite. Ainsi, histoire de montrer qu'il a pris des mesures dans ce sens, le gouvernement arrête de temps en temps quelques trafiquants. Comme si ces mesures dérisoires suffisaient à arrêter les choses! Parce que si ces gens-là voulaient vraiment lutter contre le travail des enfants, ils commenceraient par faire le tour des ménages bourgeois, petits et grands, à commencer par les familles de Gbagbo, de Bédié, de Ouattara, de Guéi et de leurs ministres respectifs! Oui pour débusquer les exploiters d'enfants, il faudrait simplement faire le tour des quartiers riches dans ce pays.

C'est dire que de ce gouvernement au service des riches, les travailleurs n'ont rien à en attendre de bon.

COUP DE COLÈRE CHEZ LES EMPLOYÉS DE FRATERNITÉ MATIN

Ce groupe de presse traverse une période difficile depuis la débâcle du régime PDCI dont il était le principal organe de presse. Et c'est aux employés qu'on veut faire payer la note.

D'abord pour les années 2000 et 2001 ils n'ont pas reçu d'indemnité de "gratification". En plus, en décembre 2001, non seulement ils ont reçu leurs salaires en retard, mais on y a aussi fait

L E U R S O C I E T E

un prélèvement de 30% sous prétexte que l'entreprise serait en difficulté. Cela, les employés ne l'ont pas digéré; et ils l'ont fait savoir à leur direction le mardi 29 janvier. Ils ont interdit à ses membres l'accès de l'entreprise et ont exigé en même temps la démission du DG.

Ce fut aussi l'occasion pour les

employés de remettre sur la table la question de leurs deux mois de "gratification" impayée et le fait qu'ils ne sont souscrits à aucune assurance maladie. Les employés sont d'autant plus excédés qu'ils estiment, en plus, que les patrons mènent un train de vie inacceptable en regard à leur situation.

100 MILLIONS DÉPENSÉS EN UNE SEMAINE? QUOI D'ETONNANT!

Le journal de Ouattara, le "*Patriote*", a voulu donner dans le scandale, en faisant semblant de s'indigner sur le fait que le Premier ministre aurait dépensé une centaine de millions avec sa délégation composée en tout de 9 personnes en une semaine de séjour en Inde. On apprend par ce journal que l'argent de poche par jour de séjour pour chacun des ministres et ambassadeurs participant à cette tournée s'élève à 200 000 F. Oui, ce chiffre paraît bien élevé, surtout si on le compare au revenu d'un ouvrier pour qui ces 200.000 F représentent bien 4 mois de salaire. Sans oublier qu'il faut encore ajouter à ces dépenses les frais d'hôtel, etc.

Comment donc de telles personnes peuvent-elles ensuite comprendre les problèmes et les préoccupations des travailleurs? Une petite augmentation de 50 Fr sur une denrée de grande consommation, eux, ne le sentiraient même pas dans la bourse. Alors que pour une famille

ouvrière cela devient aussitôt problématique.

Rien que par leur mode de vie, ceux qui nous gouvernent sont en phase avec la classe exploiteuse, et totalement étrangers à la classe des travailleurs.

Cela dit, le journal qui a donné cette information est lui aussi bien hypocrite. Pour montrer sa sincérité, il aurait dû commencer par dire que sous Alassane Ouattara et Houphouët, ce ne sont pas 100 millions qu'il aurait fallu mais certainement beaucoup plus. Pour la simple raison que ceux-là connaissent mieux l'argent que ces nouveaux venus qui sont encore des apprentis en la matière.

De plus, ce que ce journal n'a pas dit, c'est que si les serviteurs de la bourgeoisie se permettent de dépenser autant d'argent, combien leurs commanditaires bourgeois, eux, doivent en dépenser... donc en gagner? C'est dire que l'argent, ces gens-là en ont!

L E U R S O C I E T E

L'OUVERTURE D'UNE ECOLE DE BÂTIMENT A DAOUKRO : UNE BONNE AFFAIRE POUR LES PATRONS DU SECTEUR

Tout récemment, le gouvernement vient d'inaugurer une école pour former des techniciens en Bâtiment et Travaux Publics. Cette école a été construite à Daoukro avec l'aide de l'Espagne. Le gouvernement par la voix de son Premier ministre a déclaré que c'était là une *"chance pour la Côte d'Ivoire"*.

Si l'objectif de former les jeunes aux métiers de bâtiment est en effet une bonne chose, présenter la construction de cette école comme une *"chance pour la Côte d'Ivoire"* est tout à fait dérisoire.

Depuis très longtemps, dans plusieurs villes de la Côte d'Ivoire, par exemple, à San-Pédro, à Man, etc, il y existe des lycées professionnels pour les métiers du BTP. A Yamoussoukro, il y a même une Ecole Normale Supérieure des TP (E.N.S.T.P), ainsi que l'INSET qui forment des ingénieurs en BTP. Et

combien de ces jeunes sortis de ces écoles sont-ils aujourd'hui réduits au chômage?

Des sociétés dites de "promotion Immobilière" comme la Sipim, Batim-ci, la Sci les rosiers, Abri 2000, Les lauriers, pour ne citer que celles-là, se sont enrichies en peu de temps en se contentant de recruter de façon précaire une main d'oeuvre peu qualifiée, corvéable à merci et peu onéreuse. Il est vrai qu'un minimum de techniciens sont justement issus de ces écoles du bâtiment.

Alors, autant dire que si l'ouverture de cette école est une chance pour quelques-uns, ce sera avant tout pour les patrons du bâtiment qui verront sur le marché un plus grand nombre de demandeurs d'emploi qualifiés se faisant la concurrence entre eux et faisant du même coup le bonheur de ces patrons.

LE MANQUE DE LOGEMENTS A ABIDJAN

Pendant deux jours de suite, l'émission de la radio dénommée *"question d'actualité"* dont beaucoup de travailleurs écoutent le matin avant de se rendre au travail, s'est penchée sur la question du logement à Abidjan.

Au cours de ce débat, les intervenants se sont exprimés sur la cherté des maisons à louer avec des cautions à n'en plus finir; des maisons en location-vente, dont ils trouvent, à juste raison, les coûts très élevés;

L E U R S O C I E T E

certains ont aussi dénoncé la mauvaise foi des promoteurs immobiliers.

On aurait souhaité entendre aussi dénoncer l'exploitation que vivent les travailleurs du BTP: les bas salaires; le manque de sécurité; les contrats précaires; la non-déclaration à la CNPS; les renvois abusifs, etc.

De plus, aucun intervenant n'a dénoncé le fait que ceux-là mêmes qui construisent ces bâtiments n'ont souvent même pas un toit pour se loger. Comme d'ailleurs c'est le cas de l'ensemble des travailleurs de ce pays qui font fonctionner l'économie mais qui sont les laissez-pour-compte de cette société capitaliste!

NON AU DÉGUERPISSEMENT DES TROTTOIRS!

Depuis quelques temps, des maires ont commencé à déguerpir les petits commerçants des trottoirs dans les communes d'Abidjan. Cela se passe souvent de manière violente, avec l'aide de la police. Le temps de la campagne électorale est bien loin où l'on promettait monts et merveilles. Une fois installés, ces maires qu'ils soient du FPI, du PDCI ou du RDR ont un objectif, c'est celui de taxer les petites gens pour renflouer

leurs caisses. Or, il leur est justement bien plus facile d'organiser ce racket lorsque ces petits commerçants qui occupent les trottoirs, s'installent plutôt à l'intérieur ou dans la périphérie des marchés. D'où ce déguerpissement sous prétexte, évidemment, d'insalubrité. Comme quoi tous ces maires, députés ou ministres, quelle que soit leur appartenance politique, sont tous pareils!

MONTEE DES FANATISMES AU NIGERIA

Une femme nigériane Safiya Husaini est en attente d'être enterrée jusqu'au cou et lapidée c'est-à-dire rouée de coups de cailloux, jusqu'à ce que mort s'en suive. Son crime : avoir donné naissance à un enfant, hors mariage. Ainsi en a décidé le tribunal islamique de Sokoto, l'un des 11 Etats du Nord musulman sur les 36 que compte ce pays. Une autre femme Hafsatu Abubakar est poursuivie pour "*fornication*" car elle aurait eu des relations sexuelles hors mariage.

Comme en Afghanistan où la majorité est enfermée sous les tchadri, ce sont les femmes qui sont les principales victimes de la dictature des intégristes musulmans.

Mais il n'y a pas que le fanatisme religieux qui prolifère au Nigéria. Il y a aussi le fanatisme ethnique. Depuis quelques années des milliers de personnes périssent dans des affrontements intercommunautaires. Rien qu'en décembre et janvier dernier une centaine de personnes se seraient entre-tuées (selon la presse) au cours de conflits entre communautés Loku, Udege et Agutu. Cette fois pour le contrôle des ressources de pêche d'un lac situé dans le centre du pays. Tout dernièrement, au début du mois de février, à Lagos, une violente bagarre opposant Yorubas et Haoussas a fait plus de 100 et plusieurs centaines de blessés. Une simple dispute de voisinage qui aurait pu en d'autre temps être réglée amiablement, s'est transformé en bain de sang inter-ethnique.

Il serait naïf de penser que l'escalade actuelle de ces phénomènes soit le simple fait du hasard. Elle découle de l'explosion des inégalités et de l'appauvrissement brutal de la population, figurant parmi les plus

déshéritées de la planète. Ce pays qui est le sixième producteur mondial de pétrole a subi de plein fouet la dégringolade des revenus pétroliers consécutive à la crise économique mondiale et à la rapacité des compagnies pétrolières. La grande majorité des 120 millions d'habitants que compte ce pays n'a pas bénéficié de cette "*rente*". Seule une petite minorité de privilégiés locaux liés aux affaires et au pouvoir en place a réussi à bénéficier de quelques retombées financières. Il en est de même pour des hauts gradés militaires qui se sont enrichis grâce à la corruption et aux détournements des caisses de l'Etat. Parallèlement à ce genre de comportement émanant des hautes sphères de l'Etat, les violences en tout genre et les prises d'otages se développent. Des assassinats et des rackets sont perpétrés par des gangs organisés sans foi ni loi. Par ailleurs les inégalités se sont creusées entre les provinces pétrolifères du delta du Niger au Sud et celles du Nord littéralement abandonnées et devenues par conséquent une proie facile pour les islamistes qui bénéficient du soutien financier des dirigeants de l'Arabie Saoudite.

Le Nigéria, ce géant de l'Afrique, est aujourd'hui malade. Les maux dont il souffre découlent de la misère. Elle résulte de la dégringolade des cours pétroliers aggravée par la part toujours plus grande que les grandes compagnies pétrolières réservent aux grands actionnaires au détriment des versements accordés à l'Etat nigérian.

Mais en définitive c'est l'ensemble de ce système qui est malade et qui mène ce grand pays à la catastrophe si les travailleurs ne se donnent pas la main indépendamment de leur appartenance ethnique ou religieuse.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.